



Infos syndicales

- Total: la France doit sortir de la "schizophrénie", estime François Chérèque. (26.02)
- Quatre syndicats de médecins généralistes appellent à la grève le 11 mars. (26.02)
- CGT et Solidaires appellent à manifester devant Total le 8 mars. (26.02)
- Nouvelle grève dans les ports vendredi à l'appel de la CGT. (26.02)
- Ikea: trois syndicats sur cinq refusent les propositions de la direction. (26.02)
- Appel à la grève de pilotes d'Air France de vendredi à lundi. (26.02)
- Cinq syndicats de la Fonction publique appellent à la grève le 23 mars. (25.02)
- Grève chez Total : Christian Estrosi "satisfait" de la position de la CGT. (25.02)
- Total: la CFDT demande la suspension de la grève. (23.02)
- Sud-Rail pour une grève nationale à la SNCF à partir du 23 mars. (23.02)
- Total: la CGT quitte les discussions et appelle au durcissement du conflit. (22.02)
- Appel à la grève le 12 mars dans l'Education. (18.02)
- Appel à une journée de grève mercredi contre une modification des conditions d'accueil en crèche. (17.02)
- Retraites : les syndicats appellent à manifester le 24 février contre la baisse des pensions. (17.02)
- Comment les dirigeants syndicaux organisent la casse de nos retraites. (16.02)
- Des délégués syndicaux occupent le siège d'Ikea France. (10.02)
- CGT, CFDT, CFE-CGC, Unsa, FSU et Solidaires d'accord sur un texte a minima. (09.02)
- CFDT, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA. demandent un "vrai débat" sur les retraites. (09.02)
- Appel à la grève dans les raffineries de Total le 17 février. (06.02)
- SNCF: trois syndicats déposent une nouvelle "demande de concertation immédiate". (06.02)
- Les partenaires sociaux se penchent sur les fins de droits. (06.02)
- Le gouvernement manque de courage sur les retraites, dit la CFDT. (04.02)
- Ultimatum des syndicats pour la raffinerie de Total à Dunkerque. (04.02)
- Préavis de grève à la DGAC du 23 au 27 février. (03.02)
- SNCF : la CGT envisage une grève reconductible. (02.02)
- FO ne participera pas à l'intersyndicale envisagée le 8 février. (02.02)
- FO ne veut pas de la manifestation nationale de la CGT. (02.02)
- Chômeurs en fin de droits: Darcos renvoie la question aux partenaires sociaux. (01.02)
- Education : le secrétaire général de la FSU Gérard Aschieri passe la main. (01.02)

Education: le secrétaire général de la FSU Gérard Aschieri passe la main. (01.02)

AP - 31.01

Le sixième congrès de la FSU, première fédération de l'Education nationale, s'ouvre lundi à Lille, un rendez-vous au cours duquel l'actuel secrétaire général Gérard Aschieri doit passer la main en fin de semaine, après trois mandats.

L'élection est prévue vendredi matin en fin de congrès. M. Aschieri, 58 ans en mars prochain, devrait passer la main à Bernadette Groison, 48 ans, professeur des écoles et membre du SNUipp-FSU, premier syndicat d'instituteurs.

Elle est la seule candidate en lice mais devra obtenir, selon les statuts de la Fédération syndicale unitaire (FSU), 70% des voix au sein du conseil délibératif fédéral, le parlement du syndicat.

Gérard Aschieri, agrégé de lettres et professeur de lettres dans un lycée du Raincy (Seine-Saint-Denis), a été élu secrétaire général de la

FSU en 2001. Il a été ensuite reconduit deux fois à ce poste lors des congrès de 2004 et 2007.

Créée le 15 avril 1993 après une scission de la FEN (Fédération de l'Education nationale, devenue l'UNSA-Education en décembre 2000), la FSU est la première fédération syndicale de la Fonction publique d'Etat, via son poids au sein de l'Education nationale.

Aux dernières élections professionnelles du 2 décembre 2008 à l'Education nationale, la FSU a remporté 47,05% des voix dans le premier degré et 46,48% dans le second degré.

Chômeurs en fin de droits: Darcos renvoie la question aux partenaires sociaux. (01.02)

AP - 31.01

Le ministre du Travail Xavier Darcos a estimé dimanche que la situation des chômeurs en fin de droits était une question qui "appartient aux partenaires sociaux", en réponse à la proposition de l'UNEDIC de travailler de concert avec l'Etat sur ce dossier.

"L'allocation chômage, sous toutes ses formes, elle est gérée paritairement. Ce sont aux partenaires sociaux de dire comment ils voient les choses évoluer. Il y a d'ailleurs une négociation qui est ouverte sur les conséquences sociales de la crise et c'est à eux de dire comment les choses doivent évoluer", a martelé le ministre au "Grand Jury" RTL/Le Figaro/LCI.

Les syndicats et le patronat se réuniront vendredi prochain au siège du MEDEF pour trouver des solutions au problème du million de chômeurs en fin de droits attendu d'ici à fin 2010.

M. Darcos a par ailleurs assuré que "cette discussion est ouverte, elle n'est pas fermée du tout" et que "le gouvernement écouterait les partenaires sociaux, il n'est pas question de considérer que l'affaire n'existe pas".

Le tout nouveau président de l'UNEDIC, Gaby Bonnard, a récemment demandé au gouvernement de travailler ensemble à l'élargissement des conditions d'obtention de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS) pour les chômeurs en fin de droits.

FO ne veut pas de la manifestation nationale de la CGT. (02.02)

Reuters - 01.02

Force ouvrière annonce qu'elle ne se rendra pas à la réunion proposée par la CGT aux sept autres syndicats français pour tenter d'organiser une manifestation nationale début mars.

Son secrétaire général, Jean-Claude Mailly, estime que la perspective d'une mobilisation à l'approche des élections régionales et excluant la question des retraites "vise à privilégier le contenant au contenu".

"Force ouvrière considère qu'il appartiendra à chaque organisation d'affirmer ses positions le 15 février lors de la rencontre dite de "l'agenda social", qui se déroulera à l'Elysée, écrit-il dans un communiqué.

La CFTC avait déjà pris ses distances la semaine dernière avec la proposition de Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, d'organiser une "mobilisation unitaire interprofessionnelle" début mars, dans le prolongement des mouvements de l'an passé.

Le dirigeant cégétiste avait précisé qu'il comptait réunir les autres syndicats dans la semaine du 8 février, dans la perspective de la réunion du 15 février à l'Elysée.

Pour la CFTC, les grandes manifestations du début 2009 pour exiger des mesures sociales et salariales "ont montré qu'elles ne constituaient pas le moyen d'action approprié."

De son côté, Jean-Claude Mailly avait plaidé sans succès, au printemps 2009, pour une grève générale, estimant que les grandes manifestations n'avaient pas permis d'infléchir la politique du gouvernement.

FO ne participera pas à l'intersyndicale envisagée le 8 février. (02.02)

AP - 01.02

La confédération FO a annoncé lundi qu'elle ne participerait pas à la réunion intersyndicale envisagée le 8 février, préférant notamment attendre le résultat de la rencontre prévue entre les partenaires sociaux et Nicolas Sarkozy le 15 février sur le calendrier de la réforme des retraites.

Dans un communiqué diffusé lundi, FO "considère qu'il appartiendra à chaque organisation d'affirmer ses positions le 15 février lors de la rencontre dite de l'agenda social".

Alors que la CGT propose déjà des manifestations en mars, FO estime notamment qu'une telle démarche "en période électorale (...) vise à privilégier le contenant au contenu".

En conséquence, FO "décide de ne pas participer à la réunion dite intersyndicale qui pourrait se tenir le 8 février". Le syndicat pose comme préalable à une telle réunion "des contacts bilatéraux avec les autres confédérations syndicales pour comparer et confronter les analyses et positions sur ce dossier essentiel et prioritaire des retraites".

SNCF: la CGT envisage une grève reconductible. (02.02)

AP - 01.02

Alors que les quatre plus grosses fédérations de cheminots appellent à une journée de grève pour mercredi à la SNCF, le secrétaire général de la CGT-cheminots, Didier Le Reste, dit attendre 40% de grévistes et menace par ailleurs d'un mouvement reconductible si la direction et le gouvernement "ne veulent rien entendre".

Les fédérations de cheminots CGT, CFDT, UNSA et Sud appellent à une journée nationale de grève contre les restructurations engagées à la SNCF, en premier lieu celle du fret, et les suppressions d'emplois. Le mouvement commencera mardi soir à 20h.

"J'attends 40% de grévistes, ce qui permettra de créer un rapport de force pour contraindre la direction et le gouvernement à ouvrir des négociations", déclare M. Le Reste dans un entretien au journal "Le Parisien-Aujourd'hui en France" de lundi.

Mais, ajoute-t-il, "s'ils ne veulent rien entendre, on enclenchera le lendemain un processus dont les modalités d'action pourraient déboucher sur une grève reconductible".

Les syndicats réclament que soit revu le budget 2010, "notamment son volet emploi", qui, selon M. Le Reste, va conduire à la suppression d'"au moins 3.600 postes de cheminots". Par ailleurs, selon lui, "la SNCF est en train de se désengager du fret au profit d'hypothétiques opérateurs privés".

Préavis de grève à la DGAC du 23 au 27 février. (03.02)

AP - 02.02

L'intersyndicale CGC, CGT, FO, UNSA-IESSA de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC), dont dépendent notamment les contrôleurs aériens, a déposé mardi un préavis de grève courant du 23 au 27 février au matin.

Les syndicats dénoncent une "casse organisée (...) susceptible de dégrader la sécurité du transport aérien". Les motifs d'inquiétude sont les mêmes que lors de la grève du 14 janvier.

En substance, certains agents de la DGAC craignent de perdre leur statut de fonctionnaire si une réforme les intègre à un organisme européen de navigation aérienne, pour l'heure à l'état de projet, dit projet Fabec. Ils dénoncent aussi les non-remplacements de départs à la retraite équivalents à la suppression de 190 postes en 2010.

Ils demandent l'abandon du projet de fusion des services dans un organisme européen, et la hausse des recrutements.

Ultimatum des syndicats pour la raffinerie de Total à Dunkerque. (04.02)

Reuters - 03.02

Les salariés de la raffinerie des Flandres près de Dunkerque (Nord) prendront possession du site si la direction de Total ne redémarre pas l'activité sur place d'ici le 15 février, prévient la CGT.

L'ultimatum signé par la CGT, FO et Sud Chimie laisse 12 jours à la compagnie pétrolière pour redémarrer la raffinerie arrêtée depuis le 15 septembre et organiser les grands travaux de maintenance programmés initialement en mars.

"Passé cette date, nous prendrons possession des lieux", peut-on lire dans le communiqué.

Total qui emploie sur le site 620 personnes dont 260 équivalents temps plein employés par des sous-traitants, n'a pas souhaité faire de commentaire.

Lundi, le groupe pétrolier a reporté à fin juin la décision définitive sur l'avenir de la raffinerie lors d'un Comité central d'entreprise extraordinaire.

L'annulation du grand arrêt quinquennal, obligatoire pour la bonne exploitation de l'usine, et la création d'un futur centre d'assistance technique et d'un centre de formation avaient également été annoncées lundi par Total.

Les syndicats ont vu dans ces annonces la fin de l'activité raffinage de Dunkerque.

Total doit publier ses résultats le 11 février. Les analystes anticipent en moyenne un bénéfice net de huit milliards d'euros au titre de 2009.

Une réunion intersyndicale nationale se réunira vendredi pour décider d'un éventuel appel à la grève dans les six raffineries exploitées en France par Total.

La CGT s'est déjà prononcée en faveur d'un arrêt de travail de 48 heures dans le courant de la semaine du 15 février.

L'an dernier, Total avait déjà provoqué la colère de ses salariés en raison du lancement d'un plan de restructuration de son raffinage, avec 555 suppressions de postes en France, quelques jours après avoir annoncé des bénéfices record de 14 milliards d'euros au titre de 2008.

Les raffineries européennes sont actuellement en difficulté en raison de la chute des marges de raffinage et du manque de débouchés pour l'essence.

Le gouvernement manque de courage sur les retraites, dit la CFDT. (04.02)

Reuters - 03.02

Le numéro un de la CFDT, François Chérèque, dénonce le manque de courage du Premier ministre et du gouvernement qui prévoient, selon lui, un rafistolage d'un système de retraite inégalitaire et déficient.

Interrogé sur France Inter, il a jugé que le pouvoir exécutif semblait avoir déjà tranché pour une réforme limitée à ses plus simples paramètres, comme l'allongement de la durée effective de cotisation, un court-circuitage, d'après lui, du dialogue social qui débouchera obligatoirement sur un conflit.

"C'est pas normal, on a le sentiment que le gouvernement a décidé", a-t-il dit, en référence aux dernières déclarations de François Fillon et de son ministre du Travail, Xavier Darcos.

Ces derniers ont exclu une réforme globale du système passant par l'examen du passage à un système à points ou à compte notionnels, que souhaite la CFDT.

"Le gouvernement, il faut qu'il choisisse : ou il veut faire une vraie réforme sur le fond par le dialogue (...) ou il décide tout seul et inévitablement il y aura des conflits", a dit le secrétaire général de la CFDT.

Les partenaires sociaux seront reçus le 15 février par le président de la République pour fixer l'agenda social de 2010, dont la réforme des retraites sera l'élément principal.

"Le Premier ministre avance déjà des pions qui sont des pions décisifs, mais ce qui est plus terrible c'est qu'on commence par le mauvais bout, c'est-à-dire qu'on commence à parler des paramètres sans avoir mis sur la table les problèmes" du système actuel et ses inégalités, a ajouté François Chérèque.

Le responsable syndical a souligné que les personnes qui touchent des salaires peu élevés contribuent proportionnellement plus que les cadres, et qu'un allongement de la durée du travail pénaliserait ceux qui ont commencé à travailler jeune.

"Quand le Premier ministre dit 'c'est trop compliqué, c'est trop long, il faut changer les paramètres, c'est-à-dire déplacer l'âge de la retraite de 60 ans à 62 ou 63', ça veut dire qu'il dit non" à une réforme d'ampleur.

"Ça veut dire qu'il choisit de faire un rafistolage d'un système qui prend l'eau de partout, et surtout de maintenir ces inégalités, donc c'est un manque de courage politique", a poursuivi François Chérèque.

Selon lui, "le Premier ministre veut donner un signe, en particulier vis-à-vis de l'Europe, sur les déficits publics, la justice sociale il s'en moque".

"La question qui se pose aujourd'hui c'est : est-ce qu'on a du courage politique et on voit que notre système social est inégalitaire et on réduit ces inégalités, ou on manque de courage et on fait à la petite semaine et on le fera inévitablement dans le conflit", a poursuivi François Chérèque.

Commentaire.

Le jaune Chérèque s'engouffre dans une brèche que les dirigeants du mouvement ouvrier ont participé à créer dans le passé et qui ne les a jamais vraiment embarrassés jusqu'à présent, il fallait s'y attendre, on y reviendra. Ils étaient trop occupés à protéger leur boutique, l'aristocratie ouvrière !

Le traitement inégal des différentes couches du prolétariat sur la question des retraites était-il inévitable ? Qui a osé le remettre en cause ? Personne, vous avez passé votre tour et laissez la main à la réaction, elle aurait tort de se gêner aujourd'hui. Un travers du réformisme ou les "bienfaits" de la négociation qui finalement divise la classe ouvrière plus qu'elle ne l'unit. (A suivre)

Les partenaires sociaux se penchent sur les fins de droits. (06.02)

Reuters et AP - 05.02

Les partenaires sociaux ont commencé à travailler vendredi sur le problème des chômeurs en fin de droits, dont le nombre devrait fortement augmenter cette année en raison de la crise économique.

Le dossier sera abordé lors du sommet social du 15 février à l'Élysée.

Le groupe de travail composé de responsables syndicaux et du patronat a examiné plusieurs pistes pour éviter que des centaines de milliers de personnes ne se retrouvent sans revenu lorsqu'expireront leurs droits au chômage.

"Tous, organisations patronales et syndicales, pensent qu'il y a un vrai problème que nous devons régler", a déclaré Dominique Tellier, responsable des relations du travail et des politiques de l'emploi du Medef, dans un communiqué.

Le groupe de travail pourrait se réunir à nouveau le 12 février.

Il a examiné vendredi la possibilité de créer une taxe sur les indemnités de précarité, une prolongation de l'allocation équivalent retraite, un accompagnement renforcé pour aider ces personnes à trouver un travail et un assouplissement des conditions d'accès à l'allocation spécifique de solidarité.

Selon Pôle Emploi, un million de chômeurs pourraient perdre leurs droits cette année, soit près de 20% de plus qu'en 2009.

Parmi eux, 400.000 n'auraient alors droit à aucun revenu, n'étant pas éligibles au revenu de solidarité active ou aux diverses allocations.

Précision de l'Associated Press.

Le porte-parole de FO Stéphane Lardy s'est déclaré "raisonnablement optimiste".

Sur ce dossier, les organisations syndicales réclament notamment que les conditions d'accès à certains minima sociaux soient assouplies, notamment pour l'Allocation spécifique de solidarité (ASS), et le Revenu de solidarité active (RSA) auxquels les moins de 25 ans n'ont pas droit.

Commentaire.

Vous êtes trop bons monseigneurs ! La perspective du RSA ou de l'ASS pour 400.000 travailleurs supplémentaires, une victoire... à mettre au compte de la collaboration de classe, car parallèlement les dirigeants syndicaux refusent d'appeler dans l'unité à la mobilisation l'ensemble de la classe ouvrière contre les licenciements contre le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et les institutions qui sont garants du fonctionnement du régime capitaliste.

Tous les bureaucrates syndicaux méritent le traitement qu'ils préconisent pour ces 400.000 travailleurs.

SNCF: trois syndicats déposent une nouvelle "demande de concertation immédiate". (06.02)

AP - 05.02

Trois fédérations de cheminots (CGT, UNSA et Sud) ont annoncé, vendredi dans un communiqué, avoir déposé une demande de concertation immédiate (DCI) auprès de la direction de la SNCF, démarche obligatoire pour pouvoir éventuellement déposer un préavis de grève dans les prochaines semaines en cas d'échec des discussions.

Cette annonce intervient deux jours après une grève nationale à la SNCF contre les restructurations et les suppressions de postes, mercredi dernier. La CFDT, pour sa part, prendra une décision après avoir consulté ses instances lundi.

La CGT, l'UNSA et Sud précisent avoir déposé cette DCI "afin de créer les conditions d'une vraie négociation permettant d'obtenir des réponses allant dans le sens" de leurs revendications.

Appel à la grève dans les raffineries de Total le 17 février. (06.02)

Reuters - 05.02

Cinq syndicats de Total (CGT, CFDT, CGC, FO et Sud) se sont réunis vendredi pour convenir des actions à mener après l'annonce, lundi, par le groupe pétrolier d'un report à fin juin de la décision sur l'avenir de la raffinerie des Flandres.

Les syndicats ont vu dans cette annonce et dans l'annulation du grand arrêt quinquennal de maintenance qui était programmé en mars la fin de l'activité raffinage de Dunkerque (pour plus de détails).

"Nous appelons à la grève dès le 17 février (...) nous ne pouvons pas dire si on part pour trois mois ou pour deux jours", a dit un représentant de la CGT ayant participé à la réunion.

Les syndicats demandent la tenue d'un nouveau comité central d'entreprise (CCE), estimant que les documents sur l'avenir de la raffinerie qu'ils ont reçus lors de la réunion du 1er février ne suffisent pas.

"Nous exigeons de la direction qu'elle nous convoque pour un CCE (...), qu'elle mette enfin les dossiers sur la table, que l'on puisse enfin discuter sur des éléments tangibles", a ajouté le responsable de la CGT.

La raffinerie des Flandres, qui représente 13% des capacités françaises de raffinage de Total, est fermée depuis le 15 septembre pour une durée indéterminée en raison, dit Total, de la faiblesse de la demande et des marges de raffinage.

Les syndicats CGT, FO et Sud Chimie ont menacé mercredi de prendre possession du site si la direction de Total ne redémarrait pas l'unité de production avant le 15 février. "L'ultimatum court toujours", a dit le syndicaliste.

Total, qui exploite en France six raffineries sur les 12 que compte le pays, emploie à Dunkerque 620 personnes dont 260 équivalents temps plein employés par des sous-traitants.

Confronté à une baisse de la demande, le raffinage français perd environ 150 millions d'euros par mois depuis mars 2009 et ses marges devraient rester faibles au moins jusqu'à la fin de l'année, a déclaré jeudi le président de l'Union française des industries pétrolières (Ufip).

Commentaire.

Le rédacteur de cet article complaisant envers Total oublie de préciser qu'en 2008 Total avait engrangé 14 milliards d'euros de profit et 8 milliards en 2009.

Au-delà de l'ensemble des salariés du groupe Total en France, il faut appeler l'ensemble des travailleurs confrontés à la même situation dans tout le pays à se mettre en grève à partir du 17 février, sur un mot d'ordre simple : pas un seul licenciement !

CFDT, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA. demandent un "vrai débat" sur les retraites. (09.02)

Reuters - 08.02

Les représentants de six syndicats français, réunis lundi à Paris, ont réclamé à l'Elysée un vrai débat sur la réforme des retraites qui n'écarte aucune question, et déclaré qu'ils refusaient de se voir imposer un calendrier. Dans un communiqué publié à l'issue de leur réunion, les organisations CFDT, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA (FO ne participait pas à la réunion et la CFTC était présente en tant que simple observateur) ne mentionnent cependant pas le maintien de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans, point présenté jusqu'ici comme non négociable.

"Nous sommes bien face à un choix de société. C'est notamment la question des solidarités intergénérationnelles qui est posée. Les organisations syndicales n'accepteront pas une mascarade de concertation", dit le communiqué.

"Elles ne se laisseront enfermer ni dans un calendrier ni dans un débat qui ne prendraient pas en compte l'ensemble des questions, notamment le niveau des pensions, l'emploi, le financement, la pénibilité", ajoutent-elles.

L'Elysée et le gouvernement ont annoncé leur intention de mener à bien dès cette année la réforme du régime général des retraites, avançant l'idée d'un report de l'âge de départ à la retraite.

Ce dossier sera au menu d'un "sommet social" convoqué le 15 février à la présidence de la République et où doivent être abordés d'autres dossiers.

Les syndicats disent être convenus de se réunir à nouveau après cette échéance "pour analyser le contenu du sommet social et envisager les perspectives d'action et de mobilisation dès le mois de mars 2010".

"Elles (les centrales syndicales) souhaitent parvenir à des constructions unitaires les plus larges possibles pour obtenir des résultats redonnant confiance et espoir au monde du travail", ajoute le texte rédigé en commun.

Commentaire.

Le dispositif "intersyndical" pour aider Sarkozy à faire passer sa contre-réforme sur les retraites est en train de se mettre en place. Voyons comment ils s'y prennent.

1- Ils réclament un "vrai débat", avec qui ? Avec les représentants du capital, Sarkozy et son gouvernement ainsi que le patronat. Accepter de débattre avec eux sachant que se sont eux qui détiennent le pouvoir, c'est accepter délibérément de se placer sur leur terrain, le terrain des intérêts des capitalistes qui d'une part voudraient nous faire travailler plus longtemps, pour d'autre part qu'on perçoive une retraite pendant une période toujours plus courte, mieux encore : privatiser les retraites.

Travailler et cotiser plus longtemps pour en échange bénéficier d'une retraite plus courte et dans bien des cas inférieure, voilà la perspective cynique que voudrait nous imposer Sarkozy et que les dirigeants syndicaux sont prêts à discuter avec lui.

2- En martelant qu'ils "n'accepteront pas une mascarade de concertation", ils veulent faire croire à leurs bases qu'ils sont sincères et qu'ils pourraient influencer les choix du gouvernement, alors qu'ils ont décidé clairement de se placer à ses côtés contre la classe ouvrière.

3- Fillon et Darcos notamment ont déjà indiqué à plusieurs reprises que le relèvement de l'âge du départ à la retraite était inévitable et que si un désaccord persistait sur ce point avec les syndicats, le gouvernement passerait outre et légifèrerait. Le "débat" est déjà clos avant d'avoir commencé, voilà la vérité.

Le maintien de l'âge légal du départ à la retraite à 60 ans ne figurant pas dans ce communiqué, il faut en conclure que les syndicats présents à cette réunion considèrent comme acquis le report de l'âge du départ à la retraite au-delà de 60 ans, autant dire qu'ils ont capitulé sans combat devant le gouvernement, qu'ils ont fait leur la position de Sarkozy.

4- Ils comptent utiliser "l'ensemble des questions" sur les retraites, non pas pour préserver ce qui est acquis et l'étendre à d'autres catégories de travailleurs, mais pour s'en servir comme éléments de marchandage auprès du gouvernement et de division des travailleurs, selon la formule bien rodée depuis 1945 : ne touchez pas ou pas trop à notre fond de commerce à nous les syndicats, et en échange nous vous laisserons tailler à la hache dans la masse.

5- Les bureaucrates pourris des syndicats ont repoussé à une date ultérieure et indéterminée tout appel à la mobilisation de la classe ouvrière pour sauver nos retraites et imposer une défaite à Sarkozy, prétextant les élections régionales de la mi-mars, histoire de donner un répit supplémentaire au gouvernement, à tous les partis qui à l'unisson expliquent qu'il faut "réformer" le système actuel de retraite ainsi qu'aux médias à ses ordres - en réalité ils rêvent tous de le liquider, pour préparer psychologiquement les masses à une nouvelle régression sociale qui serait aussi inévitable... que le renflouement des banques !

En réalité, les dirigeants syndicaux sont prêts à accepter le "calendrier" fixé par Sarkozy comme l'indique leur participation-collaboration au "sommet" du 15 février, leur réserve non avouée ou plutôt leur crainte porte sur un autre aspect de la situation qui pourrait modifier leur "calendrier" : la lutte de classe du prolétariat et son refus d'une énième contre-réforme des retraites...

Après avoir porté lundi un nouveau coup à la classe ouvrière en refusant de s'en tenir au maintien du départ à la retraite à 60 ans, en refusant de l'appeler à se mobiliser dans l'unité sur la seule base de ses intérêts de classe, il est clair que ces collaborateurs de Sarkozy sont les principaux responsables de la démoralisation du prolétariat en lui interdisant de mener ce combat contre le gouvernement, les principaux fossoyeurs de nos retraites et des syndicats.

6- En conclusion, leur "intersyndical", les "constructions unitaires les plus larges possibles" qu'ils proposent sur la base de l'acceptation du report de l'âge du départ à la retraite au-delà de 60 ans, n'ont pas d'autre objectif que de faciliter la tâche à Sarkozy, elles consistent à aider la classe à creuser sa propre tombe, à enterrer elle-même les 60 ans. Et puisque qu'ils ont réalisé leur front unique au sommet sur cette base-là, sur la base de la remise en causes des 60 ans, c'est bien avec le gouvernement qu'ils l'ont réalisé, contre la classe ouvrière, contre l'ensemble des militants du mouvement ouvrier qui entendent préserver cet acquis, du coup seule l'unité et la mobilisation de l'ensemble des militants des syndicats et des partis pourraient les obliger à se désolidariser du gouvernement et dresser un obstacle face à Sarkozy et son projet réactionnaire.

Il faut bien comprendre qu'accepter ou refuser de s'en tenir aux 60 ans pose une question cruciale à la classe ouvrière : doit-elle demeurer plus longtemps subordonnée au régime capitaliste, son sort doit-il continuer d'être dicté par le capital, ou au contraire, doit-elle déterminer librement son destin en fonction de ses intérêts distincts de classe, autrement dit rompre les chaînes qui l'empêchent d'avancer vers son émancipation ?

Ce qui est en jeu une nouvelle fois, c'est l'indépendance de classe du prolétariat nécessaire à son combat pour préserver ses acquis et en finir avec le capitalisme, avec les institutions de la Ve République. C'est également dans cette perspective politique que ce combat doit s'inscrire, car si nos retraites sont incompatibles avec l'existence ou la survie du capitalisme, cela signifie que notre combat doit se situer dans une perspective politique débarrassée du capitalisme, notre combat ne peut se situer que dans l'une ou l'autre perspective, partant de là, la seule perspective qui puisse correspondre à la satisfaction de l'ensemble de nos revendications ou besoins, aspirations pose directement la question de l'abolition du capitalisme et du pouvoir politique en place...

Dans la situation sociale actuelle, a-t-elle la volonté, la capacité, de briser le cycle infernal de la servitude qui concourt à son propre malheur depuis plus de deux siècles ? La classe ouvrière bien mal outillée mais pas complètement désarmée, la réponse à cette question est de la responsabilité de chaque militant, celle accablante des dirigeants syndicaux n'est plus à établir, d'ailleurs, pour ne nourrir ou ne faire naître aucune illusion dans ces lieutenants de la bourgeoisie dans la tête des travailleurs ou des militants, nous ne leur demandons rien, nous n'exigeons rien d'eux, pas plus d'ailleurs de Sarkozy et son gouvernement.

Quel que soit le syndicat ou le parti auquel on a adhéré, si l'on entend vraiment défendre nos retraites, la responsabilité de chaque militant est de répondre présent à l'appel des partis ou des syndicats qui refusent clairement la remise en cause de nos retraites et qui entendent mener le combat unitaire jusqu'au bout pour imposer une défaite à Sarkozy. Adopter une toute autre position reviendrait à donner raison à Sarkozy, Chérèque, Thibault et consorts qui misent sur les divisions du mouvement ouvrier pour infliger une nouvelle défaite à la classe ouvrière. Ce front unique est possible, à chacun militant ensuite de prendre ses responsabilités.

CGT, CFDT, CFE-CGC, Unsa, FSU et Solidaires d'accord sur un texte a minima. (09.02)

Lefigaro.fr et Reuters - 08.02

Les organisations syndicales ont préparé ce lundi soir leur rencontre avec le chef de l'Etat.

Service minimum. (lefigaro.fr)

Le communiqué commun auquel sont parvenues lundi soir, après trois heures de discussion, six organisations syndicales (CGT, CFDT, CFE-CGC, Unsa, FSU et Solidaires FO ne participait pas à la réunion et la CFTC était présente en tant que simple observateur) n'est en fait qu'un avertissement au gouvernement à moins d'une semaine de la réunion d'agenda social qui doit se tenir à l'Élysée le 15 février.

«La situation économique et sociale reste très dégradée et est très préoccupante pour les salariés, les retraités, les chômeurs et les jeunes qui subissent encore durement les conséquences d'une crise qui s'installe dans la durée», indiquent les signataires dans leur texte commun. Et les mêmes d'exiger du gouvernement «une réorientation des politiques publiques pour réduire les inégalités et renforcer les dispositifs solidaires.»

Pour eux, la solution ne peut passer que «par des mesures en faveur de l'emploi, des salaires et pensions, une fiscalité plus juste, des politiques publiques en faveur d'une relance économique respectueuse des impératifs écologiques.» Un texte d'une page qui ne détaille aucune mesure concrète, seule solution pour parvenir à un communiqué commun, tant les positions des uns et des autres divergent. «Chaque centrale développera ses propres solutions lors du sommet social», a justifié Carole Couvert, future secrétaire générale de la CFE-CGC. «On est resté dans les axes généraux», a confirmé Marcel Grignard, le n°2 de la CFDT qui proposera au chef de l'Etat la reconduction d'un certain nombre de mesures prises en 2009 pour amoindrir l'effet de la crise.

Retraites. (Reuters)

Les représentants de six syndicats français, réunis lundi à Paris, ont réclamé à l'Élysée un vrai débat sur la réforme des retraites qui n'écarte aucune question, et déclaré qu'ils refusaient de se voir imposer un calendrier.

"Nous sommes bien face à un choix de société. C'est notamment la question des solidarités intergénérationnelles qui est posée. Les organisations syndicales n'accepteront pas une mascarade de concertation", dit le communiqué.

"Elles ne se laisseront enfermer ni dans un calendrier ni dans un débat qui ne prendraient pas en compte l'ensemble des questions, notamment le niveau des pensions, l'emploi, le financement, la pénibilité", ajoutent-elles.

L'Élysée et le gouvernement ont annoncé leur intention de mener à bien dès cette année la réforme du régime général des retraites, avançant l'idée d'un report de l'âge de départ à la retraite.

Ce dossier sera au menu d'un "sommet social" convoqué le 15 février à la présidence de la République et où doivent être abordés d'autres dossiers.

Les syndicats disent être convenus de se réunir à nouveau après cette échéance "pour analyser le contenu du sommet social et envisager les perspectives d'action et de mobilisation dès le mois de mars 2010".

"Elles (les centrales syndicales) souhaitent parvenir à des constructions unitaires les plus larges possibles pour obtenir des résultats redonnant confiance et espoir au monde du travail", ajoute le texte rédigé en commun.

Des délégués syndicaux occupent le siège d'Ikea France. (10.02)

Libération.fr et AFP - 09.02

Une quarantaine de représentants du personnel occupent depuis lundi matin le siège d'Ikea France à Plaisir (Yvelines) pour réclamer des augmentations de salaires. Le mouvement fait suite à une grève qui touche plusieurs magasins Ikea depuis samedi.

«Nous voulons que la direction prenne conscience qu'elle ne peut pas venir aux réunions nationales en proposant 0% d'augmentation. Nous voulons que les représentants de la direction s'engagent à présenter mercredi une enveloppe convenable», a déclaré à l'AFP Hocine Redouani, délégué FO du magasin Paris-Nord.

Sept représentants du personnel ont prévu d'occuper les locaux dans la nuit de lundi à mardi, selon Hocine Redouani, qui a également précisé que des débrayages étaient attendus mardi dans différents magasins.

«Nous demandons une augmentation globale de 4% et on nous propose 0% et 1,2% individuellement au mérite alors qu'Ikea France a fait 52 millions de bénéfices nets en 2009», a dit Adel Amara, délégué syndical européen FO. Les représentants du personnel ont été reçus dans l'après-midi par la direction.

«La nouvelle directrice des ressources humaines a repris toutes les demandes des syndicats et la date de mercredi de la prochaine réunion dans le cadre des NAO (négociations annuelles obligatoires) a été confirmée», a dit à l'AFP Pierre Deyries, directeur de la communication d'Ikea France.

«La direction propose 1,2% d'augmentation au mérite car la rémunération est le pendant d'une performance», a-t-il poursuivi, en soulignant que les salariés bénéficient notamment d'une prime d'intéressement qui représente «parfois plus qu'un 14e mois».

Les trois principaux syndicats d'Ikea (CFDT, FO, CGT) protestent contre les propositions salariales faites par la direction lors des négociations annuelles obligatoires (NAO). Un mouvement de grève a commencé samedi, empêchant l'ouverture de deux magasins et des débrayages perturbant six autres établissements, selon Pierre Deyries. Des débrayages ont eu lieu dans les établissements de Paris-Nord dimanche et de Plaisir lundi.

Comment les dirigeants syndicaux organisent la casse de nos retraites. (16.02)

AFP 14.02 ; AP, AFP, Reuters, LeFigaro.fr et Libération.fr - 15.02

Le sommet antisocial du 15 février au Palais.

Le calendrier de Sarkozy.

1- négociations avec les partenaires sociaux en avril, puis en juin et juillet si nécessaire. Il s'évite ainsi un débat public au moment des élections régionales données perdantes pour l'UMP.

2- Un texte de loi sur la réforme des retraites sera déposé par le gouvernement au Parlement 'au début de l'automne', début septembre a-t-il été précisé.

Sarkozy est un président rassuré, donc heureux et il a de quoi.

Il a salué le 'climat sérieux et responsable' du sommet, car sa seule tenue le légitime, c'est toujours bon à prendre pour le pouvoir. 'Nous avons pu élaborer une méthode de discussion et un calendrier pour les mois à venir. Les réformes vont continuer parce que la France en a besoin', a-t-il dit.

Ce qui n'aurait pas été "responsable" aurait été de se placer résolument au côté du prolétariat.

Les réactions. -

Thibault (CGT). Au cours du week-end il avait dit : si M. Sarkozy entretient le flou sur le calendrier des discussions, "c'est qu'on nous prépare un mauvais coup avec une procédure expresse" (AFP 14.02), le voilà rassuré, c'est donc que Sarkozy n'est pas celui que l'on croit, il nous prépare un bon coup ! Le 15 : "les choses vont tout de même aller relativement rapidement" (AFP 15.02) -

Chérèque (CFDT). "C'est une première avancée", s'est-il félicité. (AP 15.02) "l'engagement qu'il n'y ait pas de réforme cet été est une bonne chose, mais c'est quand même un calendrier assez restreint".(AFP 15.02) -

Maily (FO). Il s'est lui aussi félicité de "l'engagement du président" à ce qu'il n'y ait "rien en juillet-août". (AFP 15.02) . -

Voisin (CFTC). "Ce qui nous inquiète, quand même, c'est que le projet de loi devra être sur la table en septembre". (AFP 15.02) -

Mélenchon (PG). Il a déclaré que le fait que Sarkozy propose aux partenaires sociaux que les discussions sur la réforme des retraites commencent "début avril" était "le signe qu'il battait en retraite" à un mois des régionales. (AFP 15.02) Tu parles, n'importe quel président à la botte du patronat aurait fait de même, Mélenchon qui ne sait pas quoi dire pour se distinguer, enfonce une nouvelle fois une porte ouverte ! La preuve.

S'il est exact que "L'Élysée a d'abord travaillé sur l'hypothèse d'une loi votée dès le mois de juillet", finalement "la décision finale de faire voter une loi sur les retraites «au tout début du mois de septembre» a finalement été prise lors d'une réunion au sommet, mercredi dernier. Au cours de cette réunion, le chef de l'État a pris acte que le Conseil d'orientation des retraites ne pourrait pas remettre ses conclusions dès la fin du mois de mars, au lendemain des élections régionales. La date du 14 avril a donc été arrêtée pour recueillir les dernières évaluations du COR. Dès lors, l'hypothèse d'une loi en juillet paraissait plus qu'improbable. «Entre la procédure parlementaire et la validation par le Conseil d'État, il nous est apparu très difficile de faire passer la réforme en juillet», confie un conseiller, présent à la réunion." (lefigaro.fr 15.02)

Il est toujours bon de remettre les choses à leurs places... et Mélenchon avec !

Le Figaro a lâché le morceau sur le calendrier : "en réalité il ne cède que quelques semaines sur le calendrier prévu" (lefigaro.fr 15.02)

Il est vrai qu'entre le 31 août et le "début septembre" (Sarkozy), c'est long, cela change tout !

La méthode :

- 1- ils sont tous d'accord qu'il faut "réformer" les retraites, ils ne cessent de le répéter sur tous les tons, leur diagnostic est le même que Sarkozy.
- 2- les syndicats s'en remettent à Sarkozy qui n'espérait pas davantage, rien de tel pour démoraliser la classe.
- 3- les syndicats (CGT-CFDT) mentent ouvertement aux travailleurs en expliquant par exemple qu'ils vont tout faire pour leur éviter de "nouveaux sacrifices" grâce... aux journées d'action !
- 4- pour que cette contre-réforme passe tranquillement il est préférable d'associer les travailleurs à la remise en cause de leur droit à la retraite, comme dit Thibault, ils doivent "être de la partie" : en avant pour les journées d'action. (AP 15.02)
- 5- une journée d'action programmée le 23 mars qui par avance dans l'esprit de nombreux militants et travailleurs se terminera comme les journées des 19 janvier et 29 mars 2009.
- 6- noyer la question de l'âge du départ à la retraite et le nombre d'annuités dans un ensemble de revendications : "les organisations syndicales affirment leur volonté d'agir pour que le débat prenne en compte l'ensemble des questions" écrivent les syndicats (CFDT, la CGT, la FSU, l'Unsa et Solidaires) dans leur communiqué diffusé le 15 au soir.

L'objectif et le contenu de cette contre-réforme connus de tous.

"Sur le fond, il s'agira toujours de faire passer une «solution mixte». À la fois allongement de la durée de cotisation et report à 62 ans de l'âge officiel de départ à la retraite". (lefigaro.fr 15.02)

Tous derrière Sarkozy, chacun à sa manière bien sûr. Il faut "réformer" le système actuel des retraites.

- Hamon (PS). Le Parti socialiste a demandé à Nicolas Sarkozy et au gouvernement de ne pas se prêter à un "simulacre de concertation" avec les partenaires sociaux sur les retraites. (LeMonde.fr 15.02) Ce n'est pas un "simulacre de concertation" puisqu'ils sont tous indésolés au capital ! Il encourage l'exécutif à "dire, le plus clairement et le plus tôt possible, ses intentions", comme si on ne les connaissait pas d'avance ! Comment combattre le gouvernement quand on ne connaît pas précisément ses intentions, impossible, CQFD !

- Laurent (PCF). Il estime que la méthode de Sarkozy est de "faire mine d'organiser un débat pour finalement passer en force". (AFP 15.02) Parce qu'il fallait attendre autre chose de sa part ?

- Parisot (MEDEF). A propos de l'âge légal de départ à la retraite : "Nous avons été les premiers à le dire et cette idée a irrigué le débat politique" (AFP 14.02), autrement dit, il apparaîtra clairement qu'en recourant à cette mesure, Sarkozy aura donné satisfaction au patronat. Qui doutait qu'il était le président des capitalistes et de la Bourse ?

- Besancenot (NPA). Dans Libération "le système des retraites est avant tout une question de répartition des richesses" (LePost 15.02) Et après ? Rien, comme d'habitude. Pour qu'une nouvelle répartition des richesses soit possible il faut commencer par renverser le régime et les institutions de la Ve République, chasser Sarkozy et son gouvernement, cela Besancenot ne le dira jamais. Il n'est pas le seul.

Un accord ou un consensus serait le bienvenu... sur le dos des travailleurs, cela va de soi.

- PS. "Nous n'avons vraiment pas l'impression que le gouvernement ait l'intention de s'engager sur la voie d'une négociation avec les

organisations syndicales et recherche réellement un accord pour la réforme des retraites", assure Marisol Touraine, député d'Indre-et-Loire et secrétaire nationale du PS chargée de la protection sociale. (Le Monde 15.02)

"Oui, il faudra des sacrifices mais ils devront être acceptables, c'est-à-dire justes", insiste Mme Touraine. (id) Inutile de commenter : réactionnaire !

- MEDEF. Parisot : "l'objectif est d'obtenir un consensus". "Nous pensons que c'est possible" (AP 15.02)

Sarkozy, une demi-vérité pour un mensonge.

'Je n'accepterai pas que soit remis en cause le principe des retraites par répartition, ni que l'on diminue les pensions des retraites', a-t-il déclaré.

Qui peut le croire ? Personne, toutes les contre-réformes précédentes (1993, 2003) ont entraîné une baisse des pensions, par tous les bouts nos vieux coûtent trop cher au capitalisme. Est-ce supportable, doit-on accepter, ce sont des questions que l'on peut poser à chaque travailleur ou retraité, auxquelles ils doivent réfléchir librement pour arriver au constat qu'il faut liquider le capitalisme qui nous entraîne vers l'abîme. Il faut que les travailleurs en viennent à prendre conscience que le cours de leur vie avec son lot de malheur et de souffrance est le produit de l'existence du capitalisme, que tous les rapports sont dictés par une nécessité, celle du capital et qu'en réalité dans cette société ils n'ont aucun droit.

Analyse du communiqué du 15 février signé par les syndicats CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA.

1- Il n'est pas fait référence au maintien des 60 ans, l'âge légal pour partir à la retraite.

2- Il n'est pas fait référence au retour au 37,5 annuités pour tous.

3- Il n'est pas fait mention de la nécessité de ne pas réduire le niveau des pensions.

4- Il n'est pas fait mention du refus d'accepter une hausse des cotisations sociales.

5- Il n'est précisé nulle part qu'ils s'opposaient à la remise en cause du système de retraite par répartition.

6- Il n'est précisé nulle part qu'ils s'opposaient à l'alignement du public sur le privé.

7- A l'opposé, ils s'en remettent au gouvernement donc désarment travailleurs et militants "le gouvernement n'a apporté aucune réponse concrète".

8- Ils continuent de réclamer de la part de Sarkozy un vrai "débat sur les retraites, (qui) prenne en compte l'ensemble des questions", faisant ainsi croire qu'il serait possible que Sarkozy prenne en compte les besoins des travailleurs en matière de retraite, c'est les jeter dans les bras de Sarkozy.

9- Ils enfoncent le clou en précisant "Les rendez-vous fixés par le président de la République et les négociations avec le patronat doivent être l'occasion d'apporter des solutions favorables aux salariés.", comme si cela était possible...

10- Les dirigeants de ces syndicats n'ont pas l'intention d'infliger un recul ou une défaite à Sarkozy, il s'agit de "porter", de "peser sur (les) différents rendez-vous" fixer par Sarkozy

11- Comme aucun de ces syndicats ne combat pour en finir avec le capitalisme, il est normal qu'ils terminent leur communiqué en précisant que leur préoccupation est "la sortie de crise" du capitalisme, ajoutons, dont les travailleurs seront les principales victimes puisque l'horizon indépassable de ces dirigeants syndicaux demeure le capitalisme.

12- Ils proposent une journée d'action le 23 mars, de quoi faire trembler le régime !

Commentaire.

On pourrait se montrer optimiste et dire que plus longtemps durera le débat sur les retraites, plus les travailleurs pourront s'en saisir, mais comme ce débat est truqué d'avance et que les médias vont matraquer pendant des mois que la remise en cause de notre droit à la retraite est inéluctable, nécessaire, il y a peu de chances que la vérité émerge et que les travailleurs puissent s'en saisir.

La division, les manoeuvres de diversion, les journées d'action feront le reste du sale boulot pour faire passer cette contre-réforme conforme

aux attentes du patronat, de l'UE au FMI en passant par l'OCDE.

Cela étant, on ne peut compter que sur la mobilisation (unitaire) de l'ensemble des militants se réclamant de la classe ouvrière pour tenter de briser le carcan des appareils traitres du mouvement ouvrier qui font cause commune avec Sarkozy.

Pas question de s'adresser aux dirigeants des syndicats et des partis ayant déjà pris ouvertement position au côté de Sarkozy, ce serait colporter chez les travailleurs des illusions dans cette vermine.

Par contre, rien n'empêche les militants des syndicats et des partis d'interpeller leurs dirigeants respectifs et de mener le combat pour le front unique avec l'ensemble des militants et des travailleurs qui entendent infliger une défaite à Sarkozy.

A défaut d'y parvenir, rien n'empêche de situer ce combat dans une perspective politique révolutionnaire pour construire le parti, ce qui devrait être notre priorité absolue. Rien de plus facile que de lier le combat pour nos retraites à la nécessité d'en finir avec le capitalisme et les institutions (dans lesquelles on peut inclure les appareils inféodés au régime), puisqu'ils sont finalement l'obstacle à abattre et en principe l'objectif du combat du mouvement ouvrier, ceux qui ne le mènent pas, ne combattent pas en réalité pour cet objectif ou ils s'en sont écartés. (A suivre)

Retraites : les syndicats appellent à manifester le 24 février contre la baisse des pensions. (17.02)

AP - 16.02

Les fédérations de retraités CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, UNSA et FGR-FP appellent à manifester dans toute la France le 24 février contre la baisse des pensions. Cette mobilisation intervient alors que le gouvernement entamera aux printemps la concertation pour une nouvelle phase de la réforme des retraites en 2010.

A Paris, un rassemblement est prévu à partir de 14h à proximité de l'Assemblée nationale. "Année après année les retraités constatent une baisse continue de leur pouvoir d'achat", déclarent les sept fédérations syndicales dans un communiqué commun diffusé mardi.

Pour les syndicats, "trop de hausses ne sont pas prises en compte pour le calcul de l'inflation retenue", et "la revalorisation des pensions basée sur l'inflation est insuffisante pour maintenir le pouvoir d'achat des retraités".

Les sept fédérations assurent que sur 14 millions de retraités, "quatre millions perçoivent le minimum contributif", soit près de 580 euros par mois, "et plus de cinq millions entre 800 et 1.100 euros".

Appel à une journée de grève mercredi contre une modification des conditions d'accueil en crèche. (17.02)

AP - 16.02

Un collectif d'associations et de syndicats, intitulé "Pas de bébés à la consigne", appelle les personnels du secteur de la petite enfance à observer mercredi une journée de mobilisation et de grève contre un projet de décret assouplissant les conditions d'accueil dans les crèches.

Selon le collectif, dont sont notamment membres la CGT, l'UNSA, la FSU et la FCPE, un préavis de grève a été déposé pour les crèches publiques et des débrayages pourraient avoir lieu dans les établissements privés. Un rassemblement est prévu à partir de 10h à proximité de l'hôtel Matignon pour y déposer des pétitions et demander à être reçu par le Premier ministre François Fillon.

Le projet de décret, présenté début février au conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), permet d'abaisser de 50% à 40% le seuil minimal obligatoire de présence de professionnels de la petite enfance (auxiliaires de puériculture, éducatrices de jeunes enfants, puéricultrices) dans les établissements d'accueil de moins de six ans, selon les syndicats.

En outre, le décret permettrait d'augmenter la capacité d'accueil "en surnombre" de 10% dans les établissements de 20 places, 15% dans ceux de 21 à 40 places et 20% pour les crèches de plus de 40 places. Pour le collectif, "ces nouvelles dispositions porteront atteinte à la qualité d'accueil des bébés et aux conditions de travail des personnels des crèches" et "des haltes-jeux".

Appel à la grève le 12 mars dans l'Education . (18.02)

Reuters - 17.02

Huit syndicats d'enseignants, dont le Snes-FSU, premier syndicat du second degré, appellent à une journée nationale de grève et de manifestations dans les collèges et lycées le vendredi 12 mars.

Le principe d'une mobilisation contre les réformes dans l'Education était acquis mais les syndicats devaient choisir la date, a précisé une responsable du Snes à Reuters.

L'intersyndicale comprend aussi le Snalc-Csen, le Snep-FSU, le Snetap-FSU, le SNFOLC, la CGT, Sud, et le SNCL-FAEN.

Les syndicats protestent en particulier contre les conditions dans lesquelles doit s'effectuer la rentrée 2010 compte tenu des suppressions de postes et contre la réforme du lycée.

Total: la CGT quitte les discussions et appelle au durcissement du conflit. (22.02)

AP - 21.02

La CGT a claqué la porte des discussions avec la direction de Total dimanche soir, et a immédiatement appelé à "durcir" la grève qui paralyse les six raffineries du groupe depuis trois jours.

"Les négociations sont rompues. Le durcissement du conflit avec élargissement aux autres groupes pétroliers est maintenant d'actualité. Nous allons appeler les salariés à durcir le mouvement", a déclaré le coordinateur CGT de Total, Charles Foulard avant de quitter le siège du groupe à La Défense. Des assemblées générales devaient avoir lieu lundi dans les sites touchés par le mouvement.

"La direction en est restée à une simple proposition de participation à des tables rondes, sur Dunkerque et nationale, sans aucune garantie pour le reste de nos revendications" concernant l'avenir du raffinage en France, a dénoncé M. Foulard, dont le syndicat est en pointe du mouvement lancé cette semaine, notamment en soutien à la raffinerie de Dunkerque, menacée de fermeture.

"Lorsque les pompes seront à sec et les citoyens seront à pied, M. Sarkozy, malgré les élections régionales, il faudra bien qu'il bouge", a-t-il lancé, interpellant le président de la République.

De son côté, la direction a confirmé aux journalistes avoir proposé "prioritairement des engagements d'emploi" sur le site industriel de Dunkerque pour les salariés de la raffinerie menacée de fermeture et plus largement "à l'intérieur du groupe". La direction a dit également avoir proposé deux tables rondes, l'une sur "le raffinage en France et en Europe" et l'autre sur "le raffinage dunkerquois".

Les syndicats et la direction de Total avaient entamé à 14h des discussions tendues pour tenter de mettre un terme à la grève illimitée, alors que la CGT agit le spectre d'"une grave pénurie".

De son côté, le ministre de l'Industrie Christian Estrosi avait reçu pendant "une heure" le directeur général de Total Christophe de Margerie à Bercy. Ce dernier lui avait assuré qu'il n'y aurait "pas de fermeture du site industriel", "quel que soit le projet retenu", a rapporté le ministre.

"Il n'y aura donc aucun licenciement de salariés du site de la raffinerie des Flandres", avait expliqué M. Estrosi devant la presse. "M. De Margerie m'a confirmé son engagement pour qu'au-delà du problème des salariés du site des Flandres, Total s'engage à tout faire pour maintenir une activité industrielle permettant au port de Dunkerque et à l'ensemble des sous-traitants actuels de la raffinerie de conserver leur niveau d'activité et d'emploi", avait poursuivi le ministre.

Quand aux autres raffineries, M. De Margerie s'est engagé à ce qu'aucune "ne soit touchée par la moindre fermeture", avait souligné M. Estrosi. "Dès lors, les conditions nous semblent réunies pour un dialogue social utile et constructif", avait jugé le ministre. Mais peu après, les discussions s'achevaient sur une impasse.

Avant la rupture des discussions, M. Foulard avait reproché à la direction de refuser "de s'engager sur une garantie de non-fermeture ou de non-cession sur une longue période". Quant au maintien de l'activité industrielle sur le site de Dunkerque, "qu'on nous dise laquelle", avait-il rétorqué. "Un port méthanier par exemple, c'est 50 salariés, alors qu'on a 450 sous-traitants concernés, le compte n'y est pas".

"J'observe que M. Estrosi a la convocation facile, il n'a pas les résultats forcément en face, pour l'instant", a relevé le porte-parole du Parti socialiste Benoît Hamon sur i>Télé, estimant que le gouvernement peut "bien sûr" faire quelque chose. C'est le patron de Total "qui prend cette responsabilité de mettre l'économie française en panne sèche s'il ne consent pas d'actes forts en période de crise en direction des

salariés de Total", c'est aussi la responsabilité "du gouvernement, si à la clé, à la sortie de la convocation au ministère de l'industrie il n'y a pas de réponses fortes du patron de Total", a-t-il ajouté.

De son côté, invité du Grand Jury" RTL/Le Figaro/LCI, François Bayrou a estimé que "ce n'est pas une affaire de licenciement, c'est une affaire d'effacement d'un outil industriel qui est de très bonne qualité et dans un site, Dunkerque, qui vit entre 20 et 30% de cette raffinerie". Il a dit considérer "qu'une entreprise comme celle-là, Total, a une responsabilité, pas seulement à l'égard de ses actionnaires, mais que cette entreprise a une responsabilité sociale et nationale".

Sud-Rail pour une grève nationale à la SNCF à partir du 23 mars. (23.02)

Reuters - 22.02

Le syndicat Sud-Rail propose une grève nationale reconductible à la SNCF à compter du 23 mars pour protester contre les restructurations à la société de chemins de fer.

Dans un courrier adressé aux fédérations des cheminots CGT, Unsa et CFDT, Sud-Rail explique que la SNCF n'a tenu aucun compte des revendications des syndicats lors de la grève d'avertissement du 3 février.

Après cette grève, suivie selon la SNCF par un peu plus d'un quart des salariés, deux réunions dans le cadre de Demandes de concertation immédiates (DCI) ont eu lieu entre la direction de l'entreprise et les syndicats, l'une avec un front unitaire CGT/Unsa/Sud-Rail, l'autre avec la CFDT.

"Après les réunions dans le cadre de ces DCI, la fédération Sud-Rail considère que la direction continue de faire la sourde oreille aux revendication des cheminots", écrit le syndicat dans un communiqué de presse.

"Pour ce qui nous concerne, les syndicats de la fédération Sud-Rail entendent construire un mouvement de grève reconductible à compter le 23 mars. Il nous semble que c'est le moment, compte tenu du contexte professionnel et interprofessionnel".

Après le sommet social du 15 février à l'Élysée, les syndicats CFDT, CGT, FSU, Unsa et Solidaires - dont fait partie Sud-Rail - avaient appelé à une journée de grèves et de manifestations en France le 23 mars pour l'emploi, le pouvoir d'achat et les retraites.

"La tension monte et il faut unifier tout cela dans un mouvement rassemblant secteur public, secteur privé, retraités, chômeurs...", écrit Sud-Rail dans son communiqué.

Total : la CFDT demande la suspension de la grève. (23.02)

AP - 22.02

La fédération chimie-énergie de la CFDT demande la suspension du mouvement de grève illimitée chez Total, après l'annonce par la direction que le comité central d'entreprise sur l'avenir de la raffinerie de Dunkerque est avancé au 8 mars.

Dans un communiqué diffusé lundi, la CFDT "considère comme une avancée l'annonce faite par la direction de convoquer le 8 mars un comité central d'entreprise extraordinaire".

La CFDT précise qu'à cette occasion, "elle exigera que soient confirmés les engagements obtenus lors de la négociation", de dimanche, "sur la garantie de l'emploi des salariés du groupe Total et la pérennité du site de Flandres".

"Dans l'intérêt des salariés de Total et des sous-traitants, et afin de créer les conditions du dialogue pour gagner le pari de l'emploi", l'organisation syndicale "en concertation avec son coordinateur, son délégué syndical central et ses délégués syndicaux de sites, demande la suspension du mouvement en assemblée générale du personnel".

Reste que le syndicat à la pointe du mouvement, et majoritaire dans le groupe, est la CGT. Son porte-parole, Charles Foulard, n'était pas joignable lundi en milieu d'après-midi.

Grève chez Total : Christian Estrosi "satisfait" de la position de la CGT. (25.02)

AP - 24.02

Le ministre de l'Industrie Christian Estrosi s'est déclaré mercredi "satisfait de l'appel de la CGT" la veille en faveur d'une suspension de la grève chez Total, mais a répété qu'il voulait "la réouverture de la raffinerie des Flandres si jamais il n'y pas un vrai projet de substitution".

"Je suis satisfait de l'appel de la CGT hier soir", a déclaré le ministre de l'Industrie sur RTL. Le syndicat majoritaire avait estimé mardi soir que les "avancées significatives" obtenues lors des négociations avec la direction créaient "les conditions d'une suspension du mouvement de grève".

"Je respecterai la décision des salariés" qui doivent se réunir mercredi en assemblées générales, "mais je crois que toutes les conditions sont réunies désormais" pour cet arrêt de la grève, a-t-il ajouté.

Quant au site de Dunkerque, M. Estrosi n'a pas exclu qu'il redémarre son activité de raffinage. "Pourquoi pas?", a-t-il affirmé. "Je veux la réouverture de la raffinerie des Flandres si jamais il n'y pas un vrai projet de substitution", a répété le ministre. La "réponse" qui sera donnée "le 8 mars" jour du comité central, "il faut qu'elle soit claire".

Cinq syndicats de la Fonction publique appellent à la grève le 23 mars (25.02)

AP - 24.02

Cinq fédérations syndicales de la fonction publique ont appelé, mercredi, à se joindre aux grèves et aux manifestations interprofessionnelles prévues le 23 mars, contre les suppressions d'emplois, les réformes engagées par le gouvernement et pour peser sur l'agenda social 2010 et notamment la concertation sur les retraites.

Dans leur communiqué diffusé mercredi, les fédérations syndicales de fonctionnaires CGT, CFDT, FSU, UNSA et Solidaires "appellent tous les personnels à se joindre à la mobilisation par la grève et les manifestations", le 23 mars.

Les cinq organisations appellent à la mobilisation, notamment "pour l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois, et des créations de postes partout où cela s'avère nécessaire" dans la fonction publique.

Les syndicats exigent également des augmentations salariales et une réforme des retraites "prenant en compte l'ensemble des questions", notamment, le niveau des pensions, "l'emploi, le financement, la pénibilité" et "la réduction des inégalités".

Les syndicats réclament aussi des "mesures immédiates pour améliorer les conditions de travail et mettre un terme aux situations de souffrances professionnelles".

A l'unisson avec Sarkozy ils réclament "une réforme des retraites" ! Les dirigeants syndicaux qui appellent à cette grève veulent en faire une journée d'action en soutien à Sarkozy, il ne faut donc pas y participer.

Appel à la grève de pilotes d'Air France de vendredi à lundi. (26.02)

Reuters - 25.02

Quatre syndicats de pilotes d'Air France confirment leur appel à la grève du 26 février au 1er mars, après l'échec de discussions avec la direction de la compagnie aérienne.

Le conflit porte sur le projet "Neo" de refonte du court et moyen courrier et sur le volet social annoncé par la direction, précise le Syndicat des pilotes d'Air France (Spaf), dans un communiqué.

Outre le Spaf, les préavis de grève ont été déposés par les syndicats Alter, le SNPAC-R'Way (Unsa) et l'UNPL (CFE-CGC).

Ikea: trois syndicats sur cinq refusent les propositions de la direction. (26.02)

AP - 25.02

Les syndicats FO, CGT et CFDT ont refusé jeudi de signer les propositions salariales et sociales faites par la direction d'Ikea France, au contraire de la CFTC et de la FE-CGC.

Ikea a décidé malgré tout de ne pas poursuivre le dialogue social et compte mettre en application "dès à présent" les différentes mesures qu'elle proposait, à savoir plus de 3% d'augmentation pour 75% des salariés, entre 4% et 8% d'augmentation pour 50% des salariés et un plancher garanti pour tous de 1% d'augmentation, ainsi qu'une revalorisation des salaires minima par métiers ou encore une augmentation de la prime d'ancienneté, précise la direction dans un communiqué.

Sur le volet social, Ikea confirme l'ouverture de "chantiers sur les conditions de travail" comme l'organisation des magasins, le développement des compétences ou la gestion du temps. D'autres mesures ont également été prises, telles que l'extension du droit aux jours pour les enfants malades à la belle-mère et au beau-père, le calcul des jours accordés pour enfants malades sur une année fiscale pleine et non plus en "années glissantes" et huit jours de naissance au lieu de six actuellement pour le père en cas de naissances multiples.

La direction d'Ikea et les représentants syndicaux se sont réunis jeudi dans le cadre de la dernière réunion des négociations annuelles obligatoires (NAO). Les syndicats exigeaient 4% d'augmentation pour tous, tandis que la direction n'avait initialement proposé qu'une hausse de 1% des salaires. Vingt-deux magasins de l'enseigne suédoise de meubles sur 26 ont été touchés par des débrayages plus ou moins importants.

Nouvelle grève dans les ports vendredi à l'appel de la CGT. (26.02)

AP - 25.02

La fédération CGT des ports et docks appelle à une grève nationale de 24 heures, vendredi, en solidarité avec les salariés du port de Nantes-Saint-Nazaire engagés dans un mouvement social depuis mercredi.

Dans un communiqué diffusé jeudi, la CGT, majoritaire dans ce secteur, dénonce, selon elle, l'envoi des "forces de l'ordre sur le port", pour "libérer un paquebot de croisière", et la réquisition d'un salarié en grève.

"Nous sommes face à un délit d'entrave du droit de grève qui est inacceptable", estime la CGT, qui appelle à un "mouvement national de solidarité", de 24 heures vendredi. La fédération annonce qu'elle réunira ses instances "dès la semaine prochaine pour envisager d'éventuelles suites".

Depuis le début de l'année, deux grèves ont déjà fortement perturbé les activités portuaires les 4 et 11 janvier, avec notamment la quasi-paralysie des ports de Marseille et du Havre, des mouvements pour contester les modalités de transfert d'une partie des activités de manutention à des opérateurs privés.

CGT et Solidaires appellent à manifester devant Total le 8 mars. (26.02)

Reuters - 25.02

La CGT et Solidaires (Sud) appellent les salariés de Total à manifester devant le siège du groupe le 8 mars, date du comité qui doit décider de l'avenir de la raffinerie de Dunkerque, menacée de fermeture.

En grève depuis une semaine, les salariés des cinq autres raffineries françaises de Total ont voté mercredi la reprise du travail, après avoir reçu l'engagement de la direction de ne fermer aucune de ces raffineries dans les cinq ans.

L'engagement ne porte pas sur la raffinerie de Dunkerque (Nord), dont la possible fermeture est l'origine de la grève.

"De Margerie, Estrosi, assez de démagogie !", écrit jeudi la CGT des industries chimiques dans un communiqué, visant le directeur général de Total et le ministre de l'Industrie.

Le gouvernement et le chef de l'Etat se sont impliqués dans ce conflit, qui a menacé la France d'une pénurie de carburant.

"Non M. de Margerie, la raffinerie de Dunkerque n'est pas fermée, malgré toutes vos 'manoeuvres'! Son redémarrage prévu dans le relevé de décisions de suspension du conflit reste d'actualité, et doit être discuté", déclare la CGT.

"Et puisque le ministre de l'Industrie le propose, alors examinons les conditions de redémarrage, avec l'engagement de l'arrêt technique de conformité", poursuit-elle.

La CGT donne rendez-vous à 12h00 devant la tour Total, à La Défense, pour défendre Dunkerque et le raffinage.

Solidaires appelle à manifester "pour exiger le maintien de l'activité de la raffinerie des Flandres".

"Au-delà du sort des salariés des Flandres, c'est le sort de l'ensemble des salariés des raffineries qui se joue", poursuit le communiqué.

Les salariés de Dunkerque, dont la raffinerie est à l'arrêt depuis mi-septembre, ont reconduit la grève jusqu'à cette date.

Quatre syndicats de médecins généralistes appellent à la grève le 11 mars. (26.02)

AP - 25.02

Quatre organisations de médecins généralistes, dont MG-France, majoritaire, appellent les praticiens à fermer leurs cabinets médicaux le 11 mars pour dénoncer l'absence de revalorisation de leurs honoraires, de 22 à 23 euros.

Dans un communiqué diffusé jeudi, les organisations appellent, en prélude à cette journée de mobilisation, à basculer systématiquement leurs cabinets sur répondeur téléphonique dès 19h à partir du 1er mars, et à ne plus assurer les télétransmissions de feuilles de sécurité sociale le 8 mars.

"La baisse du nombre de médecins et la désaffection des jeunes générations pour l'exercice libéral créent dès aujourd'hui les conditions d'une France sans médecins généralistes", dénoncent les syndicats dans leur communiqué.

MG France, Union généraliste, Union collégiale et le Syndicat national des jeunes médecins généralistes réclament notamment "l'application de la nomenclature spécialisée, simple mesure de justice". Selon eux, des actions en justice sont en cours dans 37 départements concernant l'application d'honoraires majorés à 23 euros.

Depuis la fin du mois de janvier, plusieurs syndicats de médecins généralistes, dont MG-France, encouragent les médecins à facturer leurs consultations 23 euros au lieu de 22 en s'appuyant pour cela sur la reconnaissance de leur profession comme "spécialité", obtenue en 2004.

De son côté, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) menace depuis le 15 janvier d'appeler les médecins à revaloriser unilatéralement leurs honoraires, en s'appuyant pour sa part sur l'accord tarifaire conclu avec l'assurance maladie en mars 2007 et toujours pas appliqué.

Le 2 février dernier, le directeur général de l'UNCAM (assurance maladie) Frédéric Van Roekeghem, a menacé de suspendre les exonérations de cotisations sociales des médecins généralistes qui décideraient unilatéralement de revaloriser leurs honoraires.

"La revalorisation de la consultation des généralistes, même si elle est légitime, n'est pas opportune. La situation des comptes de la Sécurité sociale s'est dégradée avec la crise", avait-il déclaré dans un entretien au journal "Le Parisien-Aujourd'hui en France".

Cette mobilisation du 11 mars coïncidera avec la grève des infirmiers-anesthésistes à laquelle appellent plusieurs syndicats, le même jour, contre une dévalorisation de cette profession.

Total: la France doit sortir de la "schizophrénie", estime François Chérèque. (26.02)

AP - 25.02

Le secrétaire général de la CFDT François Chérèque a estimé, jeudi, qu'on ne pouvait pas demander à la population "d'acheter des voitures électriques" tout en continuant à raffiner toujours autant de pétrole. Et de prôner la reconversion de la raffinerie Total de Dunkerque vers les

énergies nouvelles.

Il faut que la France "sorte d'une forme de schizophrénie", a déclaré M. Chérèque sur RTL, au lendemain de la reprise du travail dans les raffineries Total, sauf sur le site des Flandres dans l'attente du comité d'entreprise du 8 mars.

"On a d'un côté M. (Jean-Louis) Borloo qui nous demande d'acheter des voitures électriques, et de l'autre côté M. (Christian) Estrosi qui nous dit qu'il faut raffiner du pétrole. Pour quoi faire? Pour le stocker dans les caves?", s'est-il interrogé.

"On dit qu'il faut maîtriser la production de CO2. Eh bien, il faut en tirer les conséquences économiques et il faut que Total, qui a les moyens financiers, fasse une reconversion du site d'une façon industrielle, c'est-à-dire qu'il investisse dans les énergies de demain pour que les salariés de ce site gardent leur emploi à Dunkerque", estime M. Chérèque.

Pour lui, "c'est aujourd'hui que se prépare l'après-pétrole et il faut que les politiques, aujourd'hui, n'aient pas d'injonction paradoxale: d'un côté nous dire 'n'utilisez plus de pétrole' et d'un autre côté nous dire 'gardez les emplois dans ce secteur-là'".

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)